

pourtant, et cette escapade fut suivie de plusieurs autres. Une fois, je trouvai la fenêtre fermée, et en évoluant dans une position oubliée, avec bien d'autres, par l'ordonnance de 1829, mon pied porta dans la gouttière, qui céda sous mon poids. Je sus ce qu'éprouve un homme qui commence à tomber d'un toit. Je me raccrochai tant bien que mal et je rentrai.

Tout a une fin ici-bas, même les meilleures choses, surtout les meilleures choses. Et bientôt, dans une dernière entrevue, la pauvre enfant me faisait les adieux les plus tendres et les plus tristes. Elle partait, le lendemain, pour la France. Je ne l'ai jamais revue. Je n'en ai jamais entendu parler. S'est-elle souvenue de moi, qui me souviens encore d'elle?

XI

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

Pacification. — Départ de Bugeaud. — Le général Baraguey-d'Hilliers. — Fausse joie. — Le duc d'Aumale. — Prise de l'Emir. — Patriotisme. — La République. — Cavaignac. — L'armée d'Afrique. — Policiers. — A Aumale. — Capitaine.

Cette année-là, nous eûmes pour inspecteur général le général l'Étang, ancien commandant de la province d'Oran. Il revenait en Afrique avec des idées vieilles de dix ans. Il avait la conviction que tout allait bien mieux de son temps. Aussi, quand il retrouva nos spahis, qui ne ressemblaient plus du tout à l'ancienne milice turque, mais à de vrais cavaliers arabes; quand il vit nos escadrons, réduits par les insurrections récentes, ne sut-il pas dissimuler son désappointement. Ses critiques mettaient au supplice le colonel d'Allonville, fier de son passé et de son expérience. Elles devaient amener une scène qui éclata à la fin du dîner d'inspection, auquel j'assistai comme le plus ancien lieutenant du régiment. Aux observations du général sur l'ensemble du régiment, le colonel répliqua qu'il en savait assez pour qu'on lui épargnât les leçons. A quoi le général répondit sèchement, vertement, que les inspections générales avaient précisément pour but de constater l'état des troupes et de leur indiquer les progrès à accomplir. Comme, au fond, il était très juste et

très impartial, cette scène ne l'empêcha pas de proposer le colonel pour l'avancement.

La même année, nous eûmes en Afrique la visite du comte de Salvandy, ministre de l'instruction publique, qui venait pour tâcher d'obtenir du maréchal des concessions sur un programme de colonisation jugé trop absolu par le gouvernement central. Cet homme d'État ne nous plut guère. On le trouva généralement hautain, gourmé. Ses manières et son costume trop charmé contrastaient désavantageusement avec la simplicité charmante, avec la bonhomie séduisante du duc d'Isly. C'est que les résultats qu'il avait obtenus justifiaient parfaitement les exigences du maréchal. L'insurrection redoutable du Dahra était terminée, grâce à la vigueur sans pareille du colonel de Saint-Arnaud, admirablement secondé par le jeune commandant Canrobert. Bou-Maza, capturé, avait été expédié à Paris. Abd-el-Kader avait été chassé du Sud de l'Algérie et entamait dans le Maroc ses dernières intrigues. Toute la colonie était pacifiée, à l'exception du massif de la Kabylie. Le maréchal prépara, pendant l'hiver de 1846-47, une grande expédition contre les tribus du Djurjura, qu'il dirigea lui-même, au printemps. En quinze jours, il livra trois grands combats et nettoya tout le pâtre montagneux entre Hamza, Sétif et Bougie. Pour n'être pas troublé par les tribus du Sud, il chargea le général Yusuf de parcourir les Hauts-Plateaux, à la tête d'une colonne légère dont je fis partie. Nous trouvâmes, au sein d'une paix profonde, les tribus que nous avions bousculées, l'année précédente, et nous n'eûmes pas un seul coup de fusil à tirer. Le seul incident intéressant fut une pointe poussée par quelques officiers jusqu'à Aïn-Madhi, et la visite qu'ils rendirent à Tidjeni, le chef puissant de la secte des Tedjaynas, qui dominant tout le sud de l'Algérie. Nous retrouverons bientôt ce chef et cette ville sur nos pas.

Enfin, ce printemps de 1847 fut marqué par quelques mutations dans le haut personnel du régiment. Le lieutenant-colonel d'Allonville alla, à Bône, commander comme colonel le 5^e de hussards. J'avais dit adieu avec ivresse au major Billioud partant pour Lyon. Je dis adieu sans tristesse au colonel d'Allonville partant pour Bône, d'autant mieux que son successeur, le colonel Bâville, le grand Bâville, comme on disait, me le fit vite oublier par une bienveillance marquée. Le major de Goussencourt remplaçait le major Billioud, et le commandant Mignot de la Martinière remplaçait le commandant Desmaisons. Ces deux officiers, sortis des hussards, apportèrent aux spahis les saines traditions d'instruction, de régularité, de bonne administration des régiments réguliers.

Rentré à Alger à la fin de mai, après sa glorieuse campagne de Kabylie, le maréchal Bugeaud, dans les premiers jours de juin, quittait l'Algérie sans esprit de retour. Le maréchal n'était pas un dissimulé. Il aimait penser tout haut, et toute l'armée connaissait les motifs qui le portaient à abandonner, après sept années de travaux, de périls et de gloire, le gouvernement qui rendit son nom inséparable de celui de l'Algérie, conquise par lui. Il était irrité de voir ses plans contrecarrés sans cesse, à la Chambre, par une opposition ardente; car bien des députés ne voyaient, avec le bruyant M. Desjobert, dans notre conquête, que les dépenses qu'elle nous imposait, sans apercevoir ses avantages moraux qui nous l'ont rendue si chère, et même ses avantages économiques qui, à mon sens du moins, se manifestaient déjà par le développement de la prospérité publique dans nos provinces du Midi. Il était irrité encore de constater, à chaque instant, que le gouvernement, sacrifiant tout à l'absurde mécanique parlementaire, le défendait mollement et l'abandonnait presque. Il était irrité enfin de trouver, jusque parmi ses collabo-

rateurs, des résistances à ses théories sur la colonisation.

Militaire dans l'âme, Bugeaud aurait voulu tout faire par l'armée. Il rêvait des colonies militaires comme celles des anciens Romains ou, pour prendre un exemple plus moderne, comme celles des confins de l'Autriche.

Sa colonie de Beni-Méred, où le colon était soldat et où le village était caserne, lui semblait le dernier mot du système. Au fond, il considérait l'Algérie comme un champ de manœuvres admirable pour former des soldats, comme une position stratégique destinée à transformer, selon le vœu de l'Empereur, la Méditerranée en un lac français. Mais il ne croyait pas à la colonisation par l'élément civil, par l'initiative privée. Il ne l'encourageait pas. Il avait, pour ainsi dire, peur d'avoir trop de colons, parce qu'il sentait qu'avec eux s'introduirait fatalement le pouvoir civil, incompatible avec son humeur autoritaire.

Sans être absolument et directement opposées à celles du maréchal, les théories colonisatrices du général de Lamoricière en différaient cependant profondément. Le général admettait, lui, que le but principal de notre conquête devait être la constitution d'un territoire civil, sur lequel la colonisation se développerait librement. Avec sa vaste intelligence, il avait étudié ces questions si complexes par elles-mêmes, et compliquées encore par le problème de la population indigène, qu'on ne peut pourtant pas exterminer et qu'on peut si difficilement fondre avec les éléments venus de la mère patrie. Cette divergence de vues avait malheureusement refroidi le maréchal et le général l'un pour l'autre. Lamoricière venait de solliciter et d'obtenir un mandat législatif qui lui permit de défendre ses vues à la tribune. Il avait été élu député de Saint-Calais. Il entra dans la politique, qui devait lui réussir moins que la guerre. Les événements, en le portant bientôt

au pouvoir, allaient lui permettre d'essayer l'application de ses théories coloniales et de créer des colonies agricoles. L'essai coûta fort cher et réussit incomplètement; car les colonies agricoles s'étiolèrent et ne reprirent vie que lorsque la disparition de la première couche de colons en amena une seconde, en état de s'adapter mieux à ce milieu nouveau.

Au mois de juillet 1847, je fus commandé pour escorter, avec un peloton de spahis, le général Baraguey-d'Hilliers, en tournée d'inspection d'infanterie dans la province d'Alger. La corvée me plaisait médiocrement. Le général passait pour être d'une inflexible sévérité. Le troupier l'avait baptisé « mauvais coucheur » et, en outre, mon capitaine Abdellal, plutôt malveillant, s'était amusé à composer mon peloton avec les rebus de son escadron, en hommes et en chevaux. Je partis, sans enthousiasme et assez piteusement, à la tête de ma petite troupe. Dans un intéressant ouvrage sur l'insurrection du Sahara, le commandant Richard a jeté sur l'Arabe cet anathème : « Le vol et le meurtre dans l'ordre moral, la teigne et la syphilis dans l'ordre matériel, sont les plaies qui dévorent les Arabes. » Moi, qui ai beaucoup pratiqué les Arabes, qui parle leur langue, qui ai vécu avec eux et comme eux, je proteste contre ces dures paroles, et je déclare que j'ai toujours eu à me louer de mes rapports de service avec eux, et particulièrement en cette circonstance, qui aurait pu tourner en désastre pour moi.

Je haranguai mes cavaliers, je fis appel à leurs bons sentiments, à leur esprit de corps, à leur amitié pour moi. Ils m'écoutèrent si bien que j'arrivai à Dellys, où se trouvait le général, avec une troupe en parfait état. En mettant pied à terre, j'allai chez le commandant Périgot, commandant supérieur de Tenès, qui donnait l'hospitalité au général. Il régnait une chaleur épouvantable et tout le monde faisait la sieste. Je pénétre

dans la maison, je frappe à la porte d'une chambre. On me crie d'entrer; j'entre, et, dans la pénombre, je distingue un corps blanc, absolument nu. C'était le commandant, qui combattait la chaleur par la nudité. Je m'excuse. Il m'indique la chambre du général. Là, changement de décor. Par les fenêtres ouvertes, entraînent à flots la chaleur et la lumière. « Qu'est-ce que vous voulez? me dit le général. » J'explique que je venais prendre ses ordres. « Parfait, lieutenant, me dit-il. Nous partirons après-demain à trois heures du matin. » Je veux faire du zèle et je lui réponds : « En ce cas, mon général, je serai à votre porte à trois heures moins un quart. — Qu'est-ce que vous me chantez? reprend aussitôt le général. Je ne vous ai pas dit à trois heures moins un quart. Je vous ai dit à trois heures. Tâchez d'être exact. Vous dînez ce soir avec moi. » Si la journée était chaude, la réception était fraîche, et je me serais passé d'une invitation ainsi formulée. J'allai conter ma peine à l'aide de camp, qui me dit : « C'est le siroco. Vous verrez ce soir comme il sera gentil. »

En effet, le soir, au dîner, je trouvai un homme transformé, bon, aimable, gai, charmant, qui ne me laissa pas partir sans me dire que, pendant tout le temps de l'inspection, je n'aurais pas d'autre table que la sienne. J'employai la journée du lendemain à faire reluire mon peloton comme un sou neuf, et au moment où sonnait le deuxième coup de trois heures du matin, j'arrivais avec mes hommes devant le général, qui m'attendait sur le pas de sa porte et qui fut content. Nous fîmes la grande halte du déjeuner à onze heures, pour repartir à deux heures. Nous étions établis à l'ombre de grands arbres, sur le bord d'un ruisseau, et le général vit un de mes hommes qui menait boire, par le licol, un grand cheval dégingandé.

« Qu'est-ce que c'est que ce cosaque-là? me de-

manda-t-il. — Ah! mon général, gardez-vous d'en dire du mal; c'est un de vos anciens élèves. — Comment, un de mes anciens élèves? — Oui, c'est le marquis de Létang. Il était à Saint-Cyr quand vous commandiez l'école. Il est le camarade de promotion de mon colonel. Sorti dans l'infanterie, il est devenu lieutenant au 44^e de ligne. Il a fait des bêtises qui l'ont obligé à quitter le service. Il s'est engagé dans la légion étrangère. Il ne s'y est pas plu et a fini par entrer aux spahis. Pour le moment, il est brigadier dans mon peloton, et il n'aura pas de sitôt les galons de sous-officier. » Ce marquis de Létang était un extraordinaire garçon, possédant beaucoup d'esprit, mais pas de sens commun. Il tournait habilement le couplet et jouissait d'une verve endiablée. Le lieutenant-colonel Bâville l'invitait de temps en temps à dîner; et alors il était aussi heureux et aussi gai que s'il était resté son camarade, son égal. Du reste, comme brigadiers français, j'étais véritablement gâté. Outre le marquis de Létang, qui a fini par redevenir officier, j'en avais trois autres dont j'ai suivi d'un œil attentif la fortune dans le monde : M. Renaud d'Avènes des Meulizes, mort lieutenant-colonel commandant le 3^e régiment de spahis; M. Brunetières, qui a pris sa retraite comme colonel du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, et le marquis de Bongars, qui a quitté le service pour se marier, étant capitaine, officier d'ordonnance du général comte de Goyon, et chevalier de la Légion d'honneur.

Je fis très bon ménage avec le général Baraguey-d'Hilliers. « Savez-vous, me dit-il un jour, que j'ai beaucoup connu votre père? — Je le sais, mon général. Vous étiez capitaine en second au 2^e régiment des grenadiers à cheval de la Garde royale, quand mon père était capitaine commandant au 1^{er} régiment. — Puisque vous le saviez, pourquoi ne me l'avez-vous pas dit? — Parce que je ne voulais devoir votre faveur qu'à

mon zèle personnel. — Ça, c'est véritablement très bien, et, puisqu'il en est ainsi, puisque je vous ai fait manquer, en vous retenant près de moi, l'inspection générale de votre régiment, je vais faire une chose tout à fait en dehors de mes habitudes, en écrivant à votre inspecteur pour vous recommander, et lui dire combien j'ai lieu de me louer de vous. »

Cet inspecteur était le général Oudinot, duc de Reggio, qui avait été précisément le colonel de mon père, au 1^{er} de grenadiers. Je ne sais pas s'il a tenu compte de la recommandation du général Baraguey-d'Hilliers. Dans tous les cas, le besoin de la double épaulette me tourmentait fort. Depuis deux ans que le régiment était formé, j'étais le plus ancien lieutenant, et pas une vacance de capitaine ne s'était produite. C'était d'autant plus vexant que, dans les deux autres régiments, je voyais mes cadets de grade passer avant moi, et qu'on s'obstinait toujours à ne pas remplir cette vacance de capitaine à l'escadron du Sénégal, que j'aurais acceptée avec empressement. Un jour pourtant, je crus que mes vœux étaient satisfaits. En revenant d'une tournée de remonte chez les Beni-Sliman, je trouvai sur la route mon colonel Bâville, qui venait au-devant de moi. « Ce pauvre capitaine Mesmer, me dit-il, est mort à l'hôpital d'Alger, et c'est vous qui le remplacez. J'ai voulu vous annoncer le plus tôt possible cette bonne nouvelle. »

Nous avions au régiment deux Mesmer : le Mesmer du shah de Perse, Ben-Matou, sous-lieutenant attaché à la direction des affaires arabes, et le gros Mesmer, vieux capitaine, qui avait eu des pages fort honorables dans l'historique du régiment, mais qui, découragé, dégoûté du service, attendait sa retraite en abandonnant son escadron à son capitaine en second. « C'est le maître tailleur du régiment, me dit le colonel, qui arrive d'Alger, où Mesmer était en permission, et

qui nous a appris que le capitaine avait été subitement atteint d'une méningite à laquelle il a succombé en quelques heures. » Je donnai quelques regrets à la mémoire de ce pauvre Mesmer, et je commençai à tourmenter le capitaine trésorier, pour qu'il envoyât au ministère le bulletin de vacance qui devait provoquer ma nomination. « Je ne puis pas le faire, me disait-il, tant que l'hôpital d'Alger ne m'aura pas envoyé le billet de décès du capitaine. » Moi, je ne comprenais pas qu'il fallût tant d'histoires. Un soir, mon camarade Périer, qui demeurait dans la même maison que moi, me dit en rentrant : « A propos, vous savez, Margueritte arrive d'Alger. Il a vu Mesmer, qui va beaucoup mieux, qui est hors d'affaire. — Comment! Mesmer hors d'affaire? dis-je. Il est mort, c'est entendu! » Il n'était pas mort, et même il était assez bien portant pour s'en aller en France, en congé de convalescence. Notre maître tailleur avait rencontré un officier de chasseurs d'Afrique qui lui avait dit : « Mesmer vient d'être transporté à l'hôpital avec une méningite; il doit être mort à cette heure-ci. » Et le maître tailleur, revenant à Blidah, pour corser la nouvelle, avait raconté qu'il venait de voir un officier de chasseurs sortant des obsèques du capitaine Mesmer. D'ailleurs, la fausse nouvelle avait fait son chemin, car, en arrivant en France, Mesmer trouva sa famille qui portait son deuil, et je ne sais pas si la résurrection du capitaine fut plus agréable à ses parents affligés qu'à moi.

En septembre, le maréchal Bugeaud ayant maintenu sa démission, parce qu'on refusait de lui concéder les points essentiels de son programme, S. A. R. le duc d'Aumale, désigné par le maréchal lui-même comme le plus capable de lui succéder, fut nommé gouverneur général de l'Algérie. Cette nomination fut acclamée à la fois par l'armée et par la population civile, comme une promesse de bonheur et de prospérité. Le Roi, en

confiant à l'un de ses fils le gouvernement de l'Algérie, témoignait à la colonie sa sollicitude et sa résolution de la développer. Le Prince, qui connaissait à fond l'Algérie, y avait révélé des talents de premier ordre, comme administrateur et comme homme de guerre. Son arrivée allait fournir une heureuse transition pour ôter au gouvernement de l'Algérie ce qu'il avait de trop exclusivement militaire, tout en maintenant sur l'armée une autorité incontestée. L'illustration de sa naissance, son titre de fils du Roi devaient consolider notre domination, en la rehaussant aux yeux des indigènes. Enfin la présence à Alger d'un prince possesseur d'une fortune immense plongeait le commerce dans le ravissement.

Sans vouloir bouleverser de fond en comble le système suivi jusqu'alors, le Prince, libre de tout engagement, ayant ses vues personnelles, un programme longuement médité, n'entendait pas se rendre absolument solidaire des actes de son prédécesseur. Il le prouva bien en ramenant avec lui, comme chef d'état-major général et commandant de la province d'Alger, le général Changarnier, qui avait conquis son illustration sur cette terre d'Afrique où, en des circonstances à jamais mémorables, il avait montré un si ferme courage et une si invincible énergie. Il adjoignit, en outre, à sa maison militaire plusieurs officiers d'ordonnance du plus haut mérite, entre autres le capitaine de Mirandol, le capitaine Doulcet, de l'état-major, qu'une attaque foudroyante de choléra devait, en 1849, enlever à un brillant avenir, le lieutenant d'état-major Foy, sorti récemment de l'École polytechnique et fils de l'illustre orateur libéral. Ils devaient être de très utiles auxiliaires, perpétuellement en courses, allant étudier toutes les questions sur place, allant porter les ordres du Prince et en surveiller l'exécution.

Enfin, par une suprême faveur de la fortune, coïncidant

presque avec cette nomination, l'émir Abd-el-Kader, l'insaisissable Émir, tombait dans nos mains. Chassé, comme je l'ai dit plus haut, de la Kabylie d'abord, puis du Sahara algérien, rejeté enfin dans le Maroc, il termina sa carrière par un rêve grandiose : s'emparer du Maroc lui-même et s'en servir pour reconstituer la nationalité arabe et nous jeter à la mer. Mais bientôt, inquiet de ses intrigues, au milieu des populations montagnardes du Riff, presque constamment en révolte contre le pouvoir central, l'empereur du Maroc envoya contre lui son fils, le vaincu d'Isly, à la tête de troupes qu'Abd-el-Kader vainquit deux fois, mais qui finirent par triompher et par le contraindre à la retraite. C'est ici que doit se placer, chronologiquement, la catastrophe que j'ai racontée plus haut, pour la commodité de mon récit, car ce fut à cette époque qu'Abd-el-Kader, embarrassé des prisonniers qu'il avait faits à Sidi-Brahim et à Aïn-Temouchen, ternit sa gloire en faisant décapiter les soldats, pendant qu'il vendait la vie des officiers.

Abd-el-Kader se trouvait donc, à ce moment, acculé sur la rive gauche de la Malouïa, non loin de la mer, entre vingt mille cavaliers marocains, munis d'artillerie, et toutes les troupes disponibles de la province d'Oran, que le général de Lamoricière, abandonnant pour quelques jours son nouveau poste de député, avait massées sur la frontière, afin de la garantir contre les coups de tête des Marocains. Pour soutenir la lutte, Abd-el-Kader n'avait plus dans son camp, dans sa deïra, que cinq ou six cents cavaliers, très aguerris, très intrépides et d'un dévouement absolu ; à peu près autant de fantassins, mais moins bons. Dans la deïra, qui comptait à peu près six cents tentes, soit trois mille personnes environ, tous les hommes étaient armés, même les nègres, et prêts à défendre leurs familles, au milieu desquelles se trouvaient la femme et les enfants d'Abd-el-

Kader lui-même. L'âme de l'Emir, qui grandissait avec l'infortune, était peut-être la seule à ne pas désespérer. Il se jeta, de nuit, sur l'un des camps marocains et l'enleva. Mais, au matin, accablé par les masses de ses adversaires, qui avaient repris courage, il dut céder le terrain et sacrifier la moitié de ses réguliers, pour faire franchir la Malouïa à sa deïra et la mettre en sûreté sur notre territoire. Il sortit du Maroc le dernier, les vêtements criblés de balles, et après avoir eu trois chevaux tués sous lui. Peut-être aurait-il pu parvenir à s'échapper encore, du côté du Sud. Mais il ne voulut pas abandonner les familles des guerriers qui étaient morts pour lui. A la nuit, ses éclaireurs se heurtèrent aux spahis. C'était la fin. Abd-el-Kader se soumit à son destin. Il fit appeler l'officier qui commandait le détachement. C'était un lieutenant indigène, avec qui j'avais été sous-officier, nommé Ahmed-ben-Bokouïa, auquel il donna, en signe d'accommodement, son cachet à porter au général de Lamoricière. Le général, immédiatement, détacha son sabre et le fit porter à l'Émir, en signe de paix. Au matin, une convention était signée, d'après laquelle l'Émir, sa famille et ses serviteurs principaux devaient être transférés à la Mecque, ou à Saint-Jean d'Acre.

Le général de Lamoricière, qui voulait présider par lui-même à l'internement de la deïra, s'était porté, avec son infanterie, vers le Kis, où se trouvait cette deïra, et avait laissé sa cavalerie sur le plateau de Sidi-Brahim. Abd-el-Kader, cherchant le général de Lamoricière, « le seul, disait-il, à qui il voulût faire son sacrifice », arriva sur ce lieu, théâtre d'un drame tragique, qui lui rappelait et qui nous rappelait tant de souvenirs. Les murs du marabout étaient toujours là, tachés du sang des nôtres. Les os des héros morts blanchissaient autour d'eux, mais peut-être que sur ce théâtre de mort, devenu théâtre de victoire, planait l'âme de cet admi-

nable Dutertre qui avait dit, avant de mourir : « Chasseurs, on va me décapiter si vous ne vous rendez pas, et moi, je vous ordonne de vous défendre et de mourir tous jusqu'au dernier. »

En l'absence du général, le colonel de Montauban reçut l'Emir, qui passa sur le front des escadrons et qui, sous l'escorte de quelques chasseurs d'Afrique, arriva le soir à Nemours, où sa famille l'attendait déjà, et où le général de Lamoricière arrivait en même temps que lui, escorté par les cavaliers réguliers qui venaient de se rendre. Dans cette même matinée, l'artillerie de Nemours saluait le gouverneur général, le duc d'Aumale, qui débarquait, appelé par les dépêches répétées du général de Lamoricière. A peine rentré, le général de Lamoricière alla rendre visite à l'Émir, qui lui fit présent de son yatagan. Alors, enfin, une détente se produisit dans cette âme de fer, et pendant toute la nuit on entendit l'émir Abd-el-Kader pleurer et sangloter. Au matin, les yeux secs, il monta sa dernière jument, blessée comme lui, et s'avança, suivi de quelques serviteurs, vers le logis du duc d'Aumale. Avant d'y arriver, il mit pied à terre et marcha, conduisant sa monture par la bride, comme faisaient les Arabes qui venaient se soumettre. Dans l'après-midi, le même navire emmena à Oran le duc d'Aumale, le général de Lamoricière et Abd-el-Kader. Ils arrivèrent, pendant la nuit, à Mers-el-Kébir, où le colonel de Martimprey, le chef vénéré de qui je tiens tous ces détails, fut mis à la disposition de l'Émir, qui retrouva en lui un des assistants de sa fameuse entrevue avec Bugeaud, à Fid-el-Atach, lors de la paix de la Tafna, qui avait marqué le point culminant de sa carrière. A dix heures, enfin, une frégate emportait en France Abd-el-Kader, sa mère, sa femme, son fils et ses principaux officiers, et peu après, on chantait un *Te Deum* à l'église de Saint-Louis d'Oran.

Le gouvernement français refusa de ratifier la convention conclue par le général de Lamoricière et approuvée par le duc d'Aumale, sans cependant accepter la combinaison du général, qui répondit au reproche qu'on lui fit : « C'est bien simple ! remettons les choses en l'état : je refuserai la transportation en Orient, et Abd-el-Kader se jettera dans le Sud. » On retint Abd-el-Kader à Amboise, et rien ne peut excuser ce manque de parole que Napoléon III, heureusement, devait réparer.

Veut-on maintenant connaître le patriotisme des partis ? La prise d'Abd-el-Kader aurait dû être célébrée en France comme une grande victoire. Sans passer inaperçue, elle fut, jusqu'à un certain point, étouffée par une opposition qui rêvait des victoires moins pénibles et plus fructueuses. Le jour même où l'on apprit à Paris la reddition de l'Émir, quelqu'un que j'ai connu plus tard rencontra M. Thiers, sortant des Tuileries, et lui dit qu'on devait se féliciter d'un succès affermissant notre domination en Algérie : « Peuh ! répondit M. Thiers, la prise d'Abd-el-Kader est de maigre importance, en face des événements qui se préparent ici. » Les événements qui se préparaient, c'était une agitation en faveur de la réforme et contre M. Guizot, c'était, en définitive, la révolution de Février.

Cette année-là, le prince de Joinville vint avec la Princesse retrouver son frère, revenu d'Oran, et passer l'hiver avec lui à Alger. On disait tout haut, sans être démenti sérieusement, que le Roi l'avait mis en pénitence, pour le punir de l'opposition qu'il faisait à la politique réactionnaire du premier ministre.

Quoique nous fussions en pleine paix, l'hiver de 1847-48 fut extrêmement laborieux pour nous tous. Le Prince avait donné les ordres les plus précis pour que le trouper fût maintenu en haleine, et c'était, dans toute l'Algérie, un branle-bas continu : des appels,

des alertes, des marches et des contremarches, exécutées aussi strictement que si nous eussions été en guerre. Notre jeune gouverneur général était inflexible ; il fallait que ses ordres s'accomplissent à la lettre et à la minute, et le colonel des zouaves fut très sévèrement puni, pour avoir pris sur lui de retarder de vingt-quatre heures un mouvement prescrit, en face d'un temps affreux qui avait défoncé les routes et rendu les gués impraticables.

A Blidah, nos cinq escadrons de cavalerie passaient leur temps à évoluer et exécutaient quatre grandes marches militaires par semaine. Ces exercices forcenés n'avaient pas pour unique but de nous entraîner. Pie IX venait de monter sur le trône pontifical. Les premières mesures libérales de son gouvernement avaient fait bouillonner, en Italie, l'esprit d'indépendance. On s'attendait à une insurrection générale des provinces soumises à l'Autriche, et le gouvernement français, prévoyant des complications internationales, voulait avoir sous la main, en Algérie, un corps d'armée tout prêt, pour le jeter brusquement sur les côtes italiennes. Et voilà pourquoi fantassins, cavaliers et artilleurs arpentaient, en grommelant, l'Algérie dans tous les sens.

Tout à coup, au milieu de notre vie laborieuse, un bruit sinistre circule : la République vient d'être proclamée à Paris ! Un navire de commerce a apporté cette nouvelle à Alger, d'où elle s'est répandue partout, avec la rapidité de l'éclair.

Nous l'accueillîmes d'abord avec une incrédulité parfaite. Nous savions que Bugeaud était à la tête des troupes, à Paris, qu'il avait sous ses ordres les plus renommés de nos généraux d'Afrique, et nous les connaissions assez pour être sûrs qu'ils viendraient à bout d'une insurrection dans la capitale. Si le glorieux maréchal avait pu entendre ce que disaient de lui ceux